



Des mouvements sociaux pour bien vivre dans la cité

Lorraine Guay, responsable du projet de formation Mouvements sociaux et citoyenneté,
Service aux collectivités de l'Université du Québec à Montréal

« Il n'est ni naturel ni inné de considérer les êtres humains comme égaux, d'affirmer que toute personne participe à l'énoncé de la loi, que la liberté est le premier bien de l'humanité et l'ouverture aux autres une condition privilégiée de son existence, que la solidarité reste une valeur et qu'elle ne se limite pas à son groupe, son clan, sa tribu, sa communauté, sa nation¹. »

S'il n'est pas « naturel » de considérer les êtres humains comme égaux, alors la tâche en revient à l'action citoyenne. Il nous faut aménager la cité de façon à y vivre ensemble à la fois *égaux et différents*, c'est-à-dire égaux en droits et capables de prendre en compte les différences qui constituent la richesse d'une société. Ce n'est pas un mince défi ! Mais c'est celui auquel est confronté le mouvement communautaire autonome.

Éduquer à la citoyenneté... dans l'action

C'est d'ailleurs dans les premiers comités de citoyens (à l'époque la féminisation était moins populaire...) de la fin des années 60 que les groupes d'aujourd'hui peuvent retracer leur filiation à la citoyenneté. On s'affairait alors à transformer la vie des quartiers populaires, on se préoccupait de la défense des

droits de la population, on mettait en place de nouveaux services, on travaillait sur plusieurs fronts politiques.

Les groupes communautaires autonomes continuent de vouloir être des lieux d'apprentissage et d'exercice de la citoyenneté. Au cours de leur histoire, ils ont mené nombre d'actions, d'activités, élaboré des approches et des pratiques qui ont permis à beaucoup de personnes, souvent exclues et marginalisées, de devenir actives, responsables et critiques. Pensons à la démarche collective pour bâtir la *Charte d'un Québec populaire*, à la Marche mondiale des femmes, à la mobilisation pour obtenir une loi visant à éliminer la pauvreté, aux actions sur le logement social, aux actions des jeunes contre le chômage, le racisme, aux luttes concernant l'assurance médicaments, aux mobilisations entourant le Sommet de Québec, aux actions contre la privatisation de la santé, au dernier 8 mars contre toutes les violences envers les femmes, etc. Pensons aussi au combat mené depuis plus de deux décennies contre l'analphabétisme au Québec. Pensons enfin à ces milliers de gestes, moins médiatisés mais tout aussi importants pour la vie des personnes exclues, qui se font dans les organismes communautaires, à la

S'il n'est pas « naturel » de considérer les êtres humains comme égaux, alors la tâche en revient à l'action citoyenne. Il nous faut aménager la cité de façon à y vivre ensemble à la fois *égaux et différents*, c'est-à-dire égaux en droits et capables de prendre en compte les différences qui constituent la richesse d'une société.



Comment s'exerce la citoyenneté de nos jours dans un contexte où les lois actuelles du marché, la mondialisation des échanges, le désengagement de l'État rendent de plus en plus difficile la possibilité pour les citoyens et les citoyennes de faire entendre leur voix et de participer aux décisions qui les concernent ?

base, quotidiennement, là où se tissent les liens sociaux quand tout a été détruit, là où se construisent de nouvelles identités, là où surgissent les potentialités d'action.

Qu'en est-il maintenant de la citoyenneté?

Comment s'exerce la citoyenneté de nos jours dans un contexte où les lois actuelles du marché, la mondialisation des échanges, le désengagement de l'État rendent de plus en plus difficile la possibilité pour les citoyens et les citoyennes de faire entendre leur voix et de participer aux décisions qui les concernent? Où la désillusion face aux promesses non tenues, l'écœurement face aux scandales à répétition, le cynisme face aux élus, le scepticisme face aux institutions politiques en amènent plusieurs à dire : « Bof ! À quoi ça sert d'aller voter? » « À quoi ça sert de participer? ». Où les déficits démocratiques se renforcent mutuellement. En effet, la démocratie représentative s'essouffle et la démocratie participative demeure faiblarde. Dans ces conditions, comment ne pas désespérer de la démocratie elle-même avec toutes les dérives politiques que ce comportement suscite (populisme, autoritarisme, tentation de « virer à droite »). Où les lois anti-terroristes font reculer les droits fondamentaux conquis de longue et haute lutte et qu'on croyait définitivement acquis. Où certains, certaines sont « plus égaux que d'autres », c'est-à-dire où non seulement les insuffisances de revenus mais les discriminations sur la base de l'origine ethnique, de la langue, de la couleur de la peau, du mode de vie, de la religion... de l'analphabétisme sont de plus en plus évidentes. Car on peut être à l'aise financièrement et se sentir exclu parce qu'homosexuel, parce que Noir, parce que musulman... parce qu'analphabète. Et les exclusions tuent tout autant que la pauvreté économique. Où la tendance générale est au « désintérêt » pour le bien commun, au repliement sur

soi, sur ses proches, sur ses intérêts particuliers, où le chant des sirènes de la privatisation, de l'individualisme, de la concurrence et de la compétitivité rendent sourds aux appels à la solidarité. Où notre société éprouve des difficultés certaines à assumer le pluralisme qui est désormais le sien, à vivre une « tolérance qui n'est pas simplement acceptation de la différence (ce qui se réduit parfois à de l'indifférence), mais qui est faite d'interdépendance et de dialogue à travers une attitude qui appelle à considérer l'autre comme dépositaire, au même titre que soi, d'une part d'humanité »².

Qu'en est-il du travail d'éducation à la citoyenneté dans les groupes communautaires autonomes quand on n'y parle plus « politique » sous prétexte que les membres ne veulent plus entendre parler, quand toutes les énergies sont bouffées par la réponse immédiate à donner aux besoins de survie, quand on se retrouve « coincés » dans des partenariats lourds à porter, quand on « oublie » le sens premier de notre mission, les valeurs et les utopies qui sont à la base de notre existence?

Comment les groupes communautaires autonomes peuvent-ils contribuer au développement d'une citoyenneté inclusive, plurielle, critique, active? Comment les groupes peuvent-ils questionner, approfondir, renouveler leur travail d'éducation et d'exercice de la citoyenneté? Quelles connaissances et quels outils s'approprient? Quels « savoir-faire » les groupes ont-ils développés sur la citoyenneté qui mériteraient d'être partagés?

Une formation sur la citoyenneté

C'est pour répondre — bien partiellement il va sans dire — à ces interrogations que la formation *Mouvements sociaux et citoyenneté* a été élaborée³. Elle s'adresse aux formateurs et



aux formatrices, et vise l'acquisition de savoirs, de savoir-être et de savoir-faire concernant la citoyenneté. On y aborde une histoire de la citoyenneté où l'on fait un voyage à travers le temps et l'espace pour connaître l'origine de la démocratie, qui se confond avec celle de la citoyenneté ; une histoire dont on prend bien soin de souligner qu'elle est occidentale et ne détient pas le monopole des pratiques démocratiques... contrairement à ce que voulait nous faire croire un certain M. Bush pour justifier sa guerre contre les « barbares » modernes... On y mène une réflexion sur les enjeux soulevés par la citoyenneté, à savoir le pluralisme, les femmes et la question nationale. On y traite des compétences-clés de la citoyenneté, plus particulièrement de la connaissance critique des institutions démocratiques, du développement de la pensée critique et de la capacité de délibération. Enfin, on définit les diverses composantes de l'action citoyenne à partir des pratiques mêmes développées dans les organismes communautaires dont celle de l'éducation populaire autonome.

Devenir un sujet libre, autonome, responsable et critique

Il ne peut y avoir de citoyens et de citoyennes que là où existent des sujets libres, autonomes, responsables et critiques. Voilà le travail attendu des mouvements sociaux : permettre à des

Il ne peut y avoir de citoyens et
de citoyennes que là où existent
des sujets libres, autonomes,
responsables et critiques.

personnes exclues de la parole, de la vie sociale, de la richesse collective, de la culture d'opérer une véritable transformation/mutation. Il faut pouvoir transformer le subir en agir; accoucher de soi comme acteur et actrice. « Le processus de subjectivation, c'est le travail qu'une personne entreprend pour transformer son vécu en expérience, c'est-à-dire pour comprendre ce qui arrive, s'en distancier, pour faire le choix de devenir relativement maîtresse de la suite, consciemment actrice de ce qu'il adviendra, de convertir le fait de subir en une pratique lui permettant d'accoucher d'elle-même comme actrice⁴. »

Et ce processus s'accomplit toujours dans le débat-dialogue-confrontation avec les autres: c'est avec l'autre qu'on parle et non pas avec son écran de télé ou d'ordinateur; dans le choc des identités, expérimentations des différences et métissages ; dans un va-et-vient constant entre vécu-pratique-pensée-action au cœur même de la cité. « Ce que les mouvements sociaux permettent, c'est l'émergence, la mise en branle de potentialités restées enfermées, cachées, inexplorées sous le poids des contraintes externes : pauvreté, inaccessibilité aux études, dévalorisation, rapports de domination hommes-femmes (la longue culture d'infantilisation des femmes et leur relégation à l'espace et aux responsabilités domestiques)⁵. »

L'apprentissage de la pensée critique, de la capacité de délibérer, la connaissance critique des institutions politiques, la pratique d'une démocratie exigeante dans nos propres groupes, la mobilisation politique constituent autant d'outils susceptibles de faire émerger des citoyens et des citoyennes engagés dans la construction d'une société de justice et de solidarité. N'est-ce pas notre tâche en effet que de rendre la maison plus accueillante et plus habitable pour tous et toutes?

1) F. AUDIGIER, *Concepts de base et compétences-clés de l'éducation à la citoyenneté démocratique: une deuxième synthèse*, Conseil de l'Europe, Conseil de la coopération culturelle, Projet d'éducation à la citoyenneté démocratique, 1999. Site: www.coe.int.

2) *Ibid.*

3) Projet de formation réalisé par le Service aux collectivités de l'UQAM en collaboration avec le Centre de formation populaire, la Table de concertation pour les personnes réfugiées et immigrantes, la Fédération des femmes du

Québec, le Centre Saint-Pierre, le Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec, la Table des Regroupements provinciaux d'organismes communautaires et bénévoles, le Regroupement des cuisines collectives du Québec et le Regroupement des groupes populaires en alphabétisation du Québec.

4) J. LAMOUREUX, *Citoyenneté et pensée métisse: pratiques réfléchies de quatre sites de citoyenneté au Québec*, UQAM, 1999, p. 149.

5) Lorraine GUAY, *Exposé à l'Institut canadien d'éducation des adultes*, mai 2002.